

Conjoncture agricole

Une amélioration hétérogène des marchés en élevage. Un contexte plus porteur en productions végétales spécialisées mais un secteur toujours soumis aux aléas climatiques.

En grandes cultures, les fondamentaux s'annoncent plus tendus en 2018-19, mais sont pour le moment pris dans la tourmente du conflit commercial Chine/ Etats-Unis. Les coûts des intrants poursuivent leur hausse notamment l'énergie.

En lait de vache, le prix payé au producteur a progressé au cours de la dernière campagne 2017-18, tendance qui devrait se poursuivre sur le second semestre 2018. La collecte de lait de chèvre poursuit sa progression entamée en 2017 en France et en Pays de la Loire. En viande bovine, le marché des jeunes bovins est encombré et l'offre en femelles allaitantes abondante. En production ovine, la pénurie d'agneaux fait monter les prix. L'embellie du marché du porc s'est estompée en 2017 avec le recul des importations chinoises, le marché s'annonce difficile en 2018. Enfin, la filière volaille poursuit des tendances antérieures caractérisées par le dynamisme de la consommation de poulet et dans le même temps la hausse des importations en provenance de l'UE.

Dans le domaine du végétal spécialisé, les marchés tant intérieur, qu'export UE sont bien orientés en arboriculture. En horticulture et pépinière ornementale, les perspectives sont encourageantes pour le printemps 2018 malgré un démarrage de saison difficile. En cultures légumières, l'adversité climatique, les problèmes logistiques et la concurrence ont à nouveau perturbé l'adéquation offre/demande pour certains légumes dont actuellement la tomate. En viticulture, les sorties de chais ont reculé en raison de la faiblesse des disponibilités causée par deux gels consécutifs.

Grandes cultures : tension des bilans et impact du conflit commercial Chine / Etats-Unis

Céréales : des bilans mondiaux qui se tendent

En Pays de la Loire, les surfaces de céréales à paille (559 000 ha) seraient en légère baisse cette année avec une progression du blé tendre et du triticale et un recul de l'orge et du blé dur. Les surfaces de maïs (grain et fourrage) perdraient 5 600 ha pour s'établir à 375 000 ha. Dans la région comme au plan national, les nombreux orages accompagnés de fortes précipitations qui se sont succédés ont endommagé les cultures localement et détérioré leur état sanitaire.

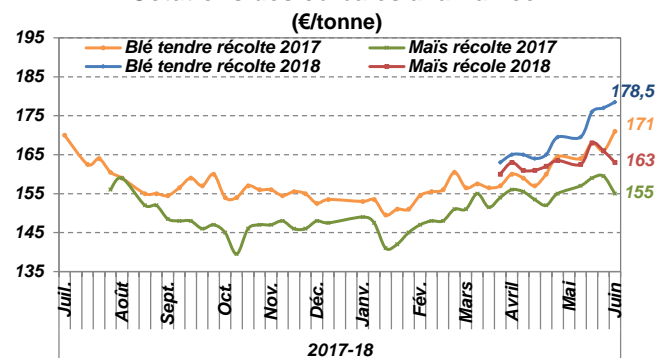
En revanche, le nord de l'Allemagne, la Pologne et les Pays Baltes, ainsi que le bassin de la mer Noire, ont subi sécheresse et températures élevées. Le potentiel de rendement est affecté. Le temps sec a également touché les cultures de blés et d'orge en Australie. Du côté des Etats-Unis, les blés d'hiver des Etats du sud, fortement producteurs, ont souffert du déficit hydrique hivernal. La production mondiale de blé diminuerait pour la première fois depuis six ans. Les stocks mondiaux également, avec notamment une baisse chez les principaux exportateurs.

En maïs, les importations massives de maïs ukrainien et brésilien dans l'UE ainsi que le bon démarrage des cultures aux Etats-Unis, relèguent actuellement au second plan les fondamentaux haussiers du marché : sécheresse argentine qui a fait plonger la récolte de près de 20 %, deuxième récolte décevante au Brésil, production mondiale en repli de 4 % en 2017-18,

allègement significatif des stocks mondiaux, notamment aux Etats-Unis.

Dans les semaines qui viennent plusieurs points seront à surveiller : les premières récoltes d'orge dans l'UE, l'état des cultures en zone mer Noire, et la floraison des maïs aux Etats-Unis. Les cours seront, en outre, sous l'influence de l'évolution des tensions commerciales internationales et de leurs répercussions sur l'euro et les cours du pétrole.

Cotations des céréales à la Pallice



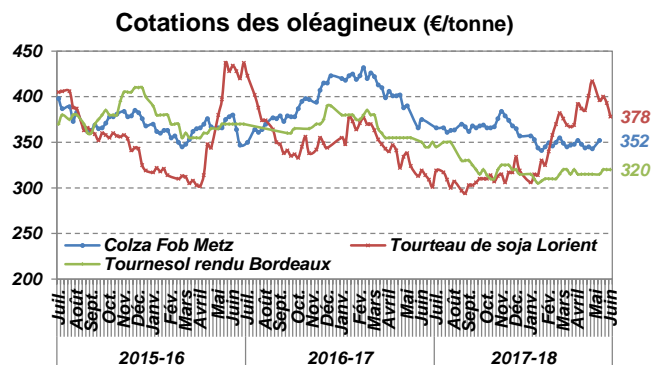
Oléagineux : Le soja pris dans la tourmente du conflit Chine/ Etats-Unis

Le marché du soja à Chicago demeure sous la pression de l'escalade du conflit commercial qui oppose les Etats-Unis à la Chine. L'annonce de la

Chine de taxer à 25 % les importations de soja (parmi d'autres produits, 659 au total) en provenance des Etats-Unis à partir du 6 juillet en cas de confirmation des sanctions américaines ne fait que raviver les craintes des marchés. Cette annonce fait suite à la menace des Etats-Unis de taxer les importations chinoises. Le marché du soja subit également la pression des conditions climatiques favorables pour les cultures aux Etats-Unis. Elles laissent espérer une très bonne récolte pour le moment. Dans ce contexte, les prix du tourteau de soja poursuivent leur baisse sur le marché européen.

En Europe, le colza recule dans le sillage du soja américain, du palme (moins demande export) et du pétrole. Compte tenu de conditions climatiques très différentes selon les régions de productions, la hausse de la production mondiale de colza/canola serait moindre que prévue en 2018-19 : conditions sèches dans une partie de l'Europe, en mer Noire et en Australie, mais à l'inverse, conditions favorables au Canada qui deviendrait le premier producteur

mondial. Elle devrait s'établir à près de 67 Mt en hausse de 0,4 Mt, au lieu de 1,2 Mt encore prévu il y a un mois. En Europe, les prévisions ont été dégradées à 21 Mt. En France, l'impact des récentes conditions météorologiques adverses fait craindre pour la prochaine récolte.



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27. PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire Source : La Dépêche

Intrants : prix en hausse de 0,7 % sur un an

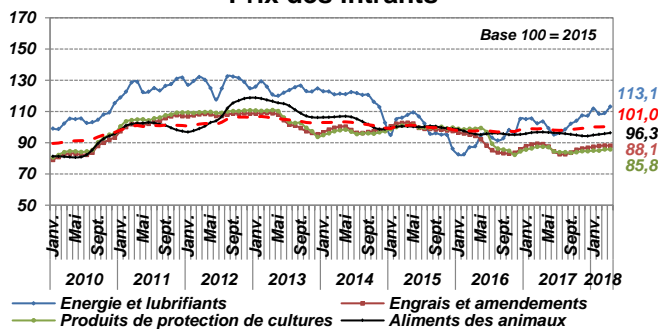
La hausse du prix des intrants (mesuré par l'IPAMPA pour les biens et services de consommation courante) a connu une progression assez modérée sur les douze derniers mois comparés à l'année précédente (+0,7%), malgré une augmentation toujours marquée du prix de l'énergie (+5,8%).

Le prix du gazole non routier (qui représente la moitié des dépenses en énergie-lubrifiants) a progressé de 7,8 % sur un an (après remboursement aux agriculteurs de la taxe sur la consommation des produits énergétiques : TICPE).

Les postes qui ont connu une tendance baissière sont les suivants : aliments du bétail (-0,4%), produits de protection des cultures (-0,5%), engrais (-0,8%), dont hausse pour les engrais azotés, et baisse pour les phosphates et la potasse), ainsi que semences et plants (-1,1%).

Les frais liés aux activités de services suivent quant à eux la tendance de l'inflation : +2,1 % pour les travaux d'entretien et réparation, +1,7 % pour les services vétérinaires, sauf les frais généraux (autres services) qui enregistrent une légère baisse : -0,3 %.

Prix des intrants

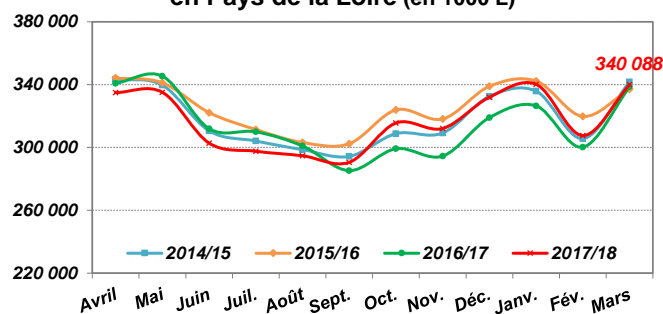


PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire Source : INSEE

Lait de vache : vers une amélioration des cours au second semestre ?

Collecte régionale en légère hausse sur la campagne 2017-18 (+0,8 %)

Evolution mensuelle de la livraison de lait en Pays de la Loire (en 1000 L)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Agreste

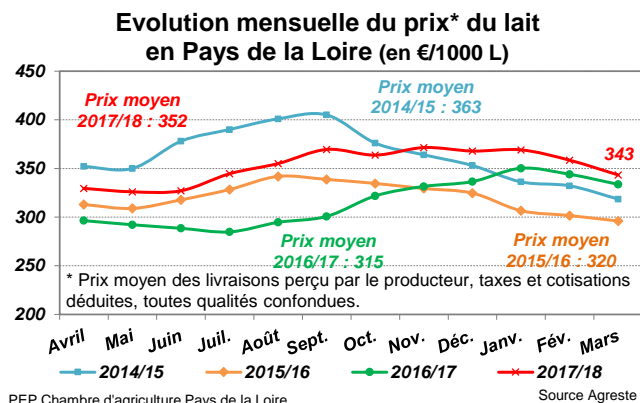
La reprise des livraisons à partir de l'automne, grâce à des fourrages plus abondants sur le nord de la région, a permis à la collecte régionale de dépasser son niveau de 2016-17. Cette progression concerne surtout la Mayenne, le Maine-et-Loire et la Loire-Atlantique (+1,8%) alors que la Sarthe et surtout la Vendée ont enregistré une baisse de leurs livraisons (respectivement -0,5% et -2,9%).

Au niveau national, la campagne 2017-18 a vu la collecte laitière progresser de 1,2%, mais les premières tendances observées en avril annoncent un fléchissement des livraisons (-0,7% par rapport à 2017). Ce fléchissement s'observe également dans d'autres pays européens : Pays-Bas (trois mois de repli des volumes de février à avril), Royaume-Uni (deux mois de repli), Irlande (décrochage en avril).

En Allemagne, le début d'année a été dynamique jusqu'en mai, avec un ralentissement en fin de mois (canicule dans le nord du pays).

Au plan mondial, la croissance laitière semble se ralentir : progression plus modérée aux Etats-Unis (+1,3 % sur les quatre premiers mois de l'année), et diminution de 1,8 % sur la même période en Nouvelle-Zélande, ce qui laisse espérer des retombées positives sur les prix.

Progression du prix moyen payé au producteur de 12 % sur la campagne



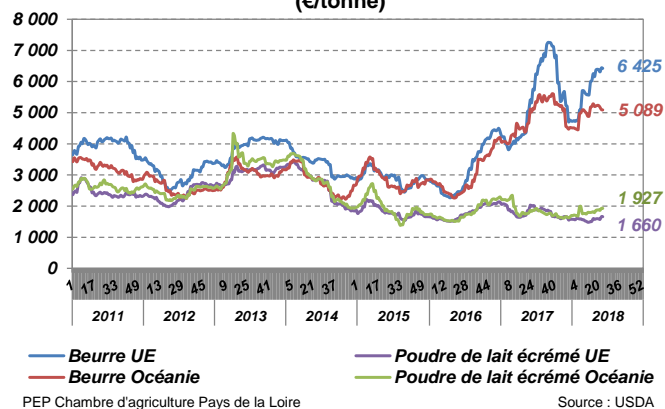
Après être tombé à 314 €/tonne au cours de la campagne précédente, le prix moyen régional payé au producteur (conventionnel et bio cumulés) s'est établi à 352 €/tonne en 2017-18. Cette hausse a surtout concerné le lait conventionnel alors que le prix du lait bio a augmenté plus modérément (+2,3 %).

Prix en €/t	2016/17	2017/18
Lait conventionnel	309	347
Lait biologique	461	472

Le lait biologique représente désormais 3,9 % de la collecte régionale, par suite du fort développement des volumes sur la dernière campagne (+5 %).

Tendances : reprise de la demande et raffermissement des cours

Cours mondiaux des produits laitiers (€/tonne)



Depuis le début de l'année, les échanges internationaux de produits laitiers reprennent de la vigueur avec la fermeté de la croissance économique. On observe à nouveau une forte tension sur le marché du beurre, un redressement des cours des fromages et des poudres grasses, et un frémissement sur la protéine laitière.

Avec la reprise de la demande, l'Union européenne a sorti 66 000 tonnes de poudre de lait de ses stocks d'intervention, et de nouvelles mises en ventes sont attendues au cours de l'été. « Une tendance à la hausse du prix du lait à la ferme sur le second semestre constitue ainsi un scénario très vraisemblable » selon le service économique du CNIEL.

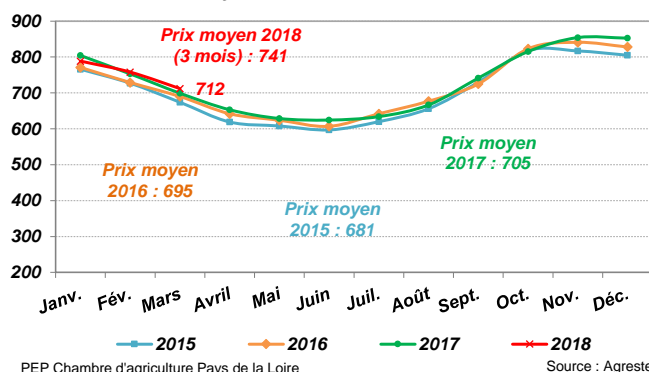
Lait de chèvre : collecte en hausse et recul des importations

La reprise de collecte entamée depuis l'été 2017 se poursuit sur le début d'année. Sur le premier trimestre 2018, la collecte française affiche une hausse de 2,4 % par rapport à 2017 avec une collecte particulièrement dynamique en Pays de la Loire (+6,4 % par rapport à 2017). L'enquête cheptel 2017 avait révélé une augmentation des chèvres et chevrettes, après plusieurs années de repli.

Les prix en élevage continuent à progresser grâce à l'amélioration de la composition du lait : +0,7 % sur le premier trimestre 2018 en Pays de la Loire comparé à 2017. Les charges sont en légère hausse sur le premier trimestre (+0,5 % par rapport à 2017) impactées par le prix de l'énergie.

Les importations ont reflué en février et mars 2018. Rappelons qu'elles avaient atteint des niveaux inégaux en 2017 et commençaient à peser fortement sur les stocks. Cette baisse des approvisionnements extérieurs permet de ne pas passer en situation de surstock. Mais l'équilibre reste fragile et il faut rester vigilant au regard de la hausse de la collecte en France mais aussi en Espagne et Pays-Bas.

Evolution mensuelle du prix du lait de chèvre en Pays de la Loire (en €/1 000 L)

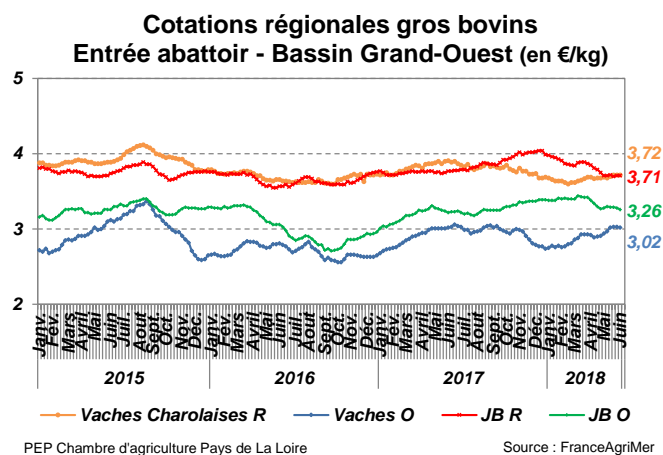


Les fabrications de fromages de chèvre ont baissé de 1,3 % en 2017 et poursuivent leur diminution en 2018 (-4 % en janvier 2018). Les achats par les ménages français de fromages de chèvre restent soutenus (+1,2 % en un an) mais les exportations ont diminué (-9 % en 2017/16). Les fabrications de yaourts et de lait conditionné sont en plein essor (+20 % en janvier 2018 après de fortes hausses en

2017). La demande est croissante en lait de chèvre bio. La collecte française a dépassé les 6 millions de

litres en 2017 et plusieurs projets de collecte voient le jour en 2018.

Viande bovine : difficultés à l'export de jeunes bovins et décapitalisation du cheptel souche allaitant



Jeunes bovins : difficultés sur les marchés grec et italien

Le marché français du jeune bovin est encombré en raison du recul des exportations de viande bovine vers l'Italie et la Grèce.

En Italie, la reprise de la consommation se confirme, mais la production bovine italienne, encore plus dynamique, et les importations de viande d'origine polonaise concurrencent la viande bovine d'origine française.

En Grèce, ce sont également les importations de viande de diverses origines UE (Pologne, Irlande...) qui réduisent le marché pour la viande de jeune bovin français. Le marché allemand, bien que très dynamique faute d'offre nationale suffisante, ne parvient pas à compenser le recul des volumes vers l'Europe du Sud. Les exportations françaises de viande fraîche reculent en conséquence de 3 % vers ces deux débouchés majeurs. Malgré le recul sensible des sorties boucheries de jeunes bovins laitiers, cet encombrement de marché provoque des retards d'abattage et pèse sur les prix. En semaine 23, les cotations des jeunes bovins R reculent de 7 % depuis le début de l'année et de -1 % par rapport à S23 2017.

Réformes : poursuite de la décapitalisation en vaches allaitantes

Le rythme soutenu des abattages de vaches allaitantes tant au niveau national qu'en Pays de la Loire (+6-7 % depuis le début de l'année par rapport à 2017) confirme la décapitalisation initiée l'année dernière. Au 1^{er} mai, le cheptel de femelles allaitantes de plus de 24 mois reculait de 3 % par rapport à 2017, baisse d'ampleur similaire au niveau national. Le rythme de cette baisse aurait néanmoins tendance à ralentir depuis le début de l'année. Cet afflux de réformes allaitantes continue de peser sur les cours des femelles et limite la hausse saisonnière. En semaine 23, les cotations des vaches charolaises R reculent de 4 % par rapport à la même semaine en 2017.

Consommation : baisse des achats des ménages mais en hausse avec la consommation hors domicile

Les achats des ménages poursuivent leur baisse tendancielle. Sur les cinq premiers mois de 2018, la consommation de viande fraîche des ménages recule de plus de 4 % par rapport à 2017. Seuls les achats de viande hachée fraîche parviennent à se stabiliser. En bilan (prenant en compte la totalité de la consommation nationale y compris hors domicile), la consommation connaîtrait une hausse de 3 % sur le premier trimestre 2018. Cette statistique si elle est confirmée dans les mois qui viennent traduirait le dynamisme de la consommation de viande bovine hors domicile.

Marchés sous tension en maigre et baisse saisonnière en veaux de boucherie

Les prix du brotard poursuivent leur progression depuis le second semestre 2017. Les disponibilités limitées sur le marché national peinent à satisfaire des marchés à l'export dynamiques vers l'Italie et l'Algérie. En veaux de boucherie, la baisse saisonnière des cours devrait se poursuivre encore quelques semaines, les opérations de promotions (du festival du veau et de la Pentecôte) étant passées et la météo devenant progressivement estivale.

Viande ovine : des marchés en manque d'agneaux...français ?

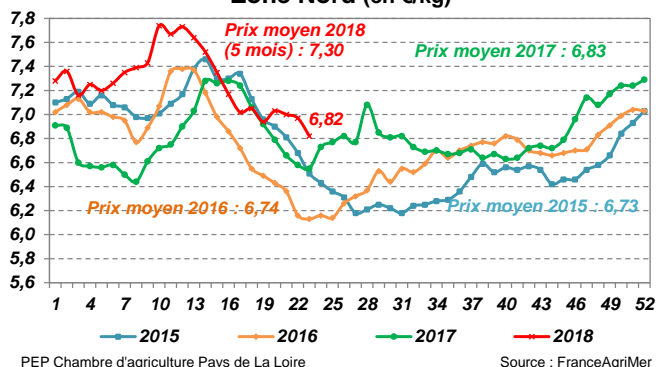
Le cheptel français de brebis s'est encore contracté en 2017 (-3,7 % de femelles viande). La région ne constitue que 1,8 % du cheptel national avec environ 85 000 brebis. La production française de viande ovine dans le même temps a reculé de 0,9 %, et surtout de 1,6 % en agneaux. En 2018, on retrouve logiquement la production en recul avec des abattages sur les quatre premiers mois (incluant les fêtes de Pâques) en repli de 1,9 % en têtes (1,6 % en poids). La forte hausse des abattages de brebis de réforme (+5,7 %) contrastant avec la baisse en

agneaux (-3 %) ne laisse pas augurer un renversement de la tendance au cours des prochains mois.

Début 2018, les chaînes d'abattage ont aussi été alimentées par des importations d'animaux vivants et des entrées de viande ont permis de compléter l'offre sur les étals. A partir d'avril, ces arrivées sont devenues moins massives et après un début d'année satisfaisant, les achats des ménages semblent retrouver, logiquement, leur tendance

structurellement baissière. Les chiffres de 2017 indiquent une consommation totale en baisse, de 1,7 % en global et de 4 % pour les achats des ménages. Moins d'un ménage sur deux achète désormais de la viande ovine (48,5 % en 2017).

Cotation régionale agneaux 3 (couvert) 16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir Zone Nord (en €/kg)



Le niveau de prix élevé des agneaux montre qu'il y a bien, ponctuellement au moins, un manque d'offre qui limite toute reprise de la consommation. En forte hausse au premier trimestre, les prix ont un peu baissé comme il est de tradition après Pâques. Mais

cette baisse a vite été enrayerée. Les prix moyens pondérés en ce début d'année sont très supérieurs à ceux de 2017 (3 à 5 %) et surtout à ceux de 2016 (au moins 10 %).

Ces hausses de prix sont liées à des baisses de disponibilités d'agneaux français d'abord. Mais en plus la production au Royaume-Uni n'est pas au niveau attendu : pas de pic de production comme annoncé par certains, ni en hiver, ni au printemps.

A l'autre bout du monde, les néo-zélandais qui peinent à satisfaire toutes les demandes qui leur arrivent, auraient pourtant orienté en avril une plus grande partie de leurs disponibilités vers le Royaume-Uni (+10 %), aux dépens de l'Asie (-3 %), en contrepartie d'une augmentation des prix unitaires de 6 % en euros... et de 17 % en monnaie locale. Ce bon coup du mois d'avril cacherait en fait leurs difficultés actuelles à exporter davantage (-6 % depuis le début de l'année 2018).

La conjoncture du moment se révèle favorable à la reconnaissance et à la commercialisation dans de bonnes conditions des agneaux français de qualité.

Viande porcine : une année 2018 qui s'annonce tendue

La situation économique des élevages porcins français s'est améliorée ces deux dernières années mais déjà l'horizon s'assombrit. Une conjonction d'éléments de marché baissiers freine la remontée des cours.

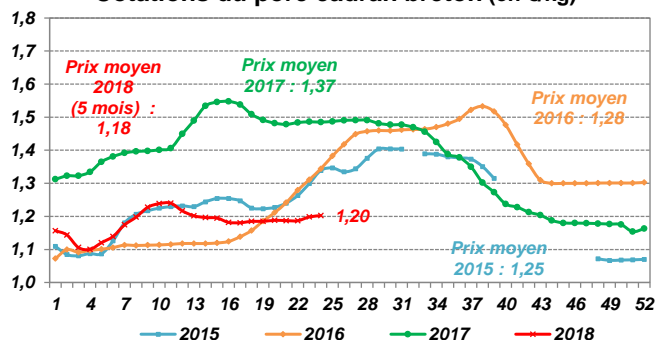
La bonne conjoncture 2016-17 a relancé la production porcine en 2018 dans l'UE. Les prévisions affichent une hausse des tonnages de 1,5 à 2 % sur l'année. Cet afflux d'offre est complété par des hausses de production, notamment aux Etats-Unis. Or, la Chine, le principal moteur des importations ces deux dernières années, restreint ses approvisionnements extérieurs. Suite à la restructuration de ses élevages porcins, la production chinoise progresse et les besoins en produits importés se réduisent. La croissance des exportations de l'UE vers d'autres pays d'Asie ne compense pas la moindre demande chinoise. Ainsi, sur le premier trimestre 2018, les exportations de l'UE s'inscrivent en retrait de 1,8 %. La concurrence est forte avec les Etats-Unis. Les cours bas et la faiblesse du dollar au cours du premier trimestre les ont rendus plus attractifs sur le marché mondial. Et le Brésil, qui s'est vu fermer les portes de la Russie, accroît ses exportations vers la Chine.

Sur le marché intérieur européen et français, la consommation de porcs est en berne. Les derniers chiffres des achats des ménages français sont particulièrement alarmants (janvier-15 avril 2018 comparé à janvier-15 avril 2017) : recul de 9 % des achats de porcs frais, de 3,2 % des achats de jambon et de 2,6 % pour les autres charcuteries. La météo

n'a pas non plus favorisé la consommation de porcs ces dernières semaines. Pourtant, la baisse saisonnière de l'offre s'accompagne généralement d'une remontée des cours car débute la saison des barbecues.

Tous ces éléments concourent à faire pression sur les prix : une réduction de 11 % du prix du porc est pressentie par l'IFIP en 2018. Toutefois, d'autres paramètres sont à mettre dans la balance. Tout d'abord, la remontée récente des cours observée aux Etats-Unis à laquelle il faut ajouter les relations Etats-Unis/Chine qui pourraient orienter les importations chinoises et être bénéfiques à l'UE. Et n'oublions pas la menace toujours très forte pour l'UE et la France de l'avancée de la PPA (peste porcine africaine) à l'ouest de l'Europe.

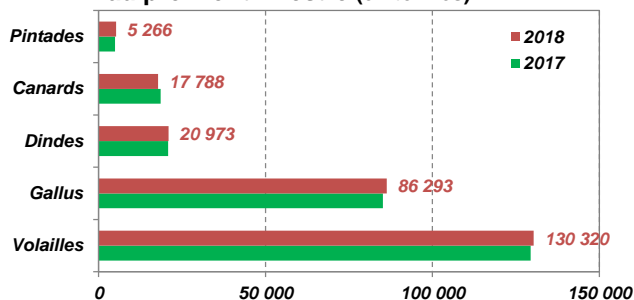
Cotations du porc cadran breton (en €/kg)



Volailles : progression modérée des abattages ligériens au premier trimestre

En Pays de la Loire, les abattages de poulets et de dindes progressent modestement au premier trimestre (respectivement +1,3 % et +0,8 %) tandis que la hausse est plus affirmée au niveau national. Les abattages de canards se replient (-4 %). Ils progressent fortement en France suite à la reprise de la production de canards gras après l'épidémie d'influenza aviaire. En pintade, l'activité augmente sensiblement (+7 %) en région comme en France comparativement à un début d'année 2017 en fort recul.

Abattages ligériens de volailles au premier trimestre (en tonnes)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs

Mesurée par les achats des ménages, entre janvier et mi-avril, la consommation est dynamique en découpe

de poulet, produits élaborés, charcuterie à base de volaille et pintade tandis qu'elle recule en dinde et canard.

Par rapport au premier trimestre 2017, le déficit du commerce extérieur de volaille se creuse de 6 700 tonnes en volume et de 11 M€ en valeur pour atteindre -28 000 tonnes et -73 M€. Malgré l'amélioration des exportations françaises, principalement vers l'Allemagne et la Belgique, le déficit avec l'UE s'accroît légèrement. Le solde positif avec les pays tiers se détériore par suite de moindres performances à l'export sur le Moyen-Orient, mais aussi d'une hausse des achats en provenance de Thaïlande, du Brésil et d'Ukraine.

En lien avec ces évolutions, l'actualité des entreprises a été marquée par la liquidation judiciaire du groupe Doux et la reprise de ses activités par un consortium regroupant LDC, le distributeur saoudien Almunajem, les coopératives Terrena et Triskalia et la région Bretagne. L'abattoir de Chantonay et le couvoir de l'Oie en Vendée n'ont pas été repris. LDC et Terrena ont indiqué proposer aux 75 éleveurs vendéens partenaires de Doux d'intégrer leurs organisations de producteurs.

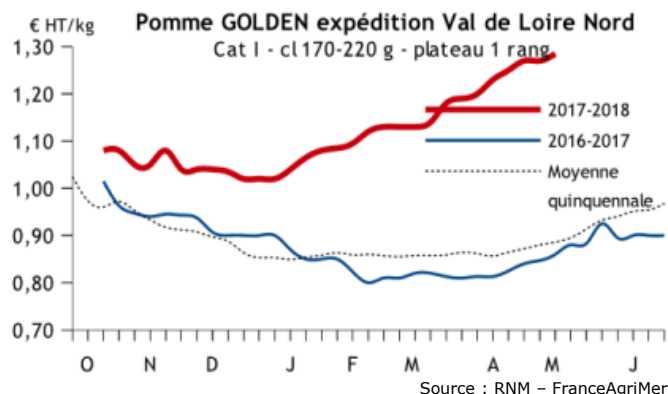
Arboriculture : les exportations françaises ont bénéficié de la faiblesse de la récolte européenne

En 2017, la récolte française a enregistré un recul de 6 % en raison du gel, pour la deuxième année consécutive. Dans le même temps, la production européenne a connu son plus bas niveau depuis dix ans (-25 % par rapport à la moyenne 2014-16).

Ce repli de la production européenne a boosté les exportations françaises. Elles ont progressé de +2 % sur les sept premiers mois de la campagne 2017-18. L'accroissement des ventes vers l'Union européenne (+9 %) a permis de compenser le recul vers les pays tiers observé depuis deux ans (-15 % en 2017-18 après une baisse de 31 % en 2016-17, faisant suite à un fort développement les années précédentes).

Sur le marché intérieur, la pression des importations en provenance d'Europe a fortement diminué (-25 %), ce qui a permis une nette amélioration des cours : +12 % sur les sept premiers mois de 2017-18, comparativement à l'année précédente.

En Pays de la Loire, le marché export a également été très actif. Depuis avril, l'activité se réduit avec la baisse du disponible dans les stations. Les cours continuent de progresser pour les lots de qualité et pour les variétés dont les stocks sont faibles. En Golden, les sorties vers l'industrie et le marché du frais sont intenses et les cours poursuivent leur hausse.



Source : RNM - FranceAgriMer

Bon niveau des prix également sur les variétés Belchard Chanteclerc. En Gala, les stocks se réduisent et les produits importés de l'hémisphère Sud prennent le relais. En ce qui concerne les industriels de la transformation (compote, jus...), ils sont inquiets quant à leur approvisionnement du fait de la faiblesse des stocks européens.

En poire, la variété Conférence est la dernière variété française disponible sur le marché en fin de saison (avec Angély). Avec une offre limitée et une faible concurrence des Pays-Bas, les lots se sont négociés à des cours élevés pour l'ensemble des calibres. En raison du disponible en retrait de 12 % au plan national, la saison s'est terminée avec des prix en augmentation de 2 % par rapport à 2017 (et +18 % par rapport à la moyenne quinquennale).

Horticulture et pépinières : un printemps 2018 finalement bon malgré un démarrage perturbé

Le climat désastreux du mois de mars a lourdement affecté le début de la saison horticole 2018. La météo dégradée n'a pas incité à l'achat et les méventes ont été nombreuses. Heureusement, le soleil plus généreux au cours des mois d'avril et mai a boosté le marché. Et il y a bon espoir que les ventes perdurent en juin permettant un rattrapage des pertes occasionnées en mars. Finalement, le printemps 2018 pourrait être aussi bon que le printemps 2017.

En pépinière, les intempéries du mois de mars ont décalé des chantiers. Mais comme en horticulture, le marché s'est bien tenu ensuite en avril et mai. Ainsi, cette première partie d'année apparaît positive dans la continuité de l'automne 2017 particulièrement dynamique.

Le secteur a connu des années difficiles marquées par l'arrêt de nombreuses entreprises et des baisses de mise en production. L'année 2017 semble avoir

rompu avec cette spirale négative et apparaît encourageante pour l'avenir. La concurrence étrangère reste forte. Toutefois, la prise de conscience des consommateurs, des collectivités, des paysagistes d'acheter des végétaux produits localement devient une tendance lourde. Le prix reste un marqueur important mais la qualité des végétaux est recherchée. La consommation « végétale » a évolué tant sur la période d'achat (plus d'achats au printemps qu'à l'automne, décalage dans la saison en lien avec la météo) que sur les produits achetés (le « prêt à poser », le produit « 4 saisons » en pépinière, l'exotique...).

Les baisses de mises en production ces dernières années chez les pépiniéristes créent des manques de certains végétaux sur le marché, qui vont durer deux à trois ans. Si les marges s'améliorent, on peut s'attendre à des remises en culture en hausse.

Légumes : à l'image du climat de ce printemps, les marchés alternent

Les estimations de la consommation intérieure de légumes frais pour 2017 montrent une légère baisse des volumes d'achat sur 2016 (-1,2 %) mais une légère hausse du prix moyen (2,7 %). Le bilan de l'année 2017 fait ressortir un nouveau creusement du déficit français en légumes frais à plus d'1,1 milliard d'euros dû à la fois à l'augmentation des importations et au recul des exportations. Début 2018, la tendance à la baisse des volumes consommés semble déjà se confirmer. Les retards d'arrivée sur le marché de certains légumes de printemps pourraient l'expliquer.

La campagne hivernale a été un peu atypique pour la mâche hors contrat avec des cours assez moyens jusqu'en janvier, puis une forte baisse en février, aggravée par les difficultés de transport. Les cours ont plongé très au-dessous de leur moyenne quinquennale (22 % en février). Le mois suivant, les fêtes de Pâques ont un peu relancé la demande jusqu'au printemps mais ce rééquilibrage des prix s'est opéré avec une offre plus réduite.

La fin de campagne de mâche a sans doute été favorisée par le retard et le manque de volume des autres salades suite à l'hiver tardif et par les difficultés d'implantation dans les régions voisines inondées. En mai, les cours de ces salades étaient encore supérieurs de 20 % à leur moyenne sur cinq ans.

Le cours des radis a souffert aussi en février des difficultés de transport, mais le froid et les excès d'eau ont aussi perturbé les calendriers de production et en mars le légume était recherché. En mai, le marché se rééquilibre à des prix qui restent intéressants, et les volumes écoulés par les producteurs régionaux n'ont pas été trop affectés.

La campagne de poireau primeur commence tout juste. La production est attendue en hausse. La

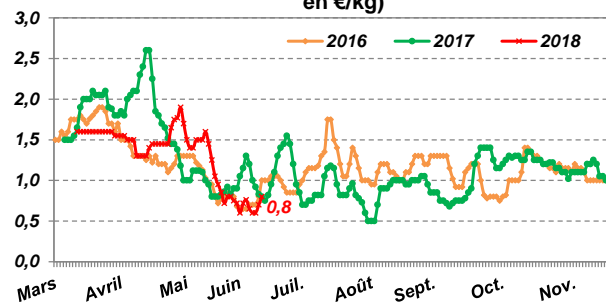
production de navets primeurs s'annonce par contre limitée par des difficultés de mise en production et les prix sont bien orientés.

La campagne des asperges a commencé avec des prix très élevés par manque d'offre, mais il a vite fallu déchanter quand les premières chaleurs sont arrivées. La saison ne sera pas excellente.

Le climat du printemps est venu encourager la consommation de fraises en mai, au moment où l'offre locale est maximale. L'augmentation attendue de la production régionale (6 %) devrait trouver ses marchés.

La campagne de commercialisation des échalotes 2017 touche à sa fin. Elle n'a pas été bonne car la concurrence des bretons sur ce marché est forte. L'échalote IGP résiste bien. Sinon la tendance à substituer l'échalon en Anjou pourrait s'accroître.

Evolution du prix de la tomate nantaise (stade expédition ; ronde par colis de 6 kg ; en €/kg)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : RNM

En légumes de serre, ce n'est que le début de la campagne et le marché de la tomate est déjà fortement chahuté, une situation de crise ayant

même été officiellement constatée en avril. Les volumes du début de saison étaient en retrait, mais la demande aussi. C'est la pression des importations qui reste la cause la plus plausible de ces difficultés de marché, même si les variations climatiques sont aussi perturbantes. A partir de fin avril, les cours ont bien remonté, soutenus par la demande. Mais à la mi-mai la situation s'est à nouveau nettement dégradée faisant craindre pour la suite de la campagne. C'est de mai à septembre, avec un pic en juillet, que l'essentiel de la production régionale s'écoule. Elle est attendue en hausse (6 %) dans un contexte estimé en contraction (-5 %).

En concombres aussi, production et demande ont démarré un peu tard en mars 2018, provoquant des

prix en retrait sur 2017. La demande a vraiment repris en mai, plus vite que la production, entraînant un écoulement facile et des prix nettement en hausse. Dans ces conditions les producteurs de la région devraient profiter de l'augmentation attendue de la production régionale.

Les forts orages du printemps, y compris les plus récents début juin, sans causer trop de dégâts matériels dans la région, ont perturbé une nouvelle fois les mises en productions et les récoltes, ont souvent nui à la qualité des produits, ont parfois compliqué les transports et souvent fait dévier les intentions de consommation. Tout cela agit sur les équilibres de marché et les tendances de prix des légumes frais.

Viticulture : deux gels consécutifs laissent des traces

Malgré une taille de vignoble stabilisée à 7,6 millions d'ha, la production mondiale de vin en 2017 (240 millions d'hl) est en recul de 8 % sur celle de 2016, et est la plus faible depuis 2000. Elle est même inférieure à la consommation de l'année (243 millions d'hl ; +0,7 %). Dans ce contexte, les échanges internationaux portant sur 44,5 % de cette production, ont progressé de 3,4 % en volume et de 4,8 % en valeur. Ces échanges se font davantage sous forme de bouteilles et moins en vrac.

Le marché des vins en France est soutenu par cet environnement mondial qui tire les exportations vers l'UE comme vers les pays tiers, et par les déséquilibres du marché national causé par la très faible récolte 2017 (-19 % à 36,8 millions d'hl). A mi-campagne 2017-18, les prix des vins d'appellation (hors Champagne) sont signalés en hausse de 6 % en moyenne sur 2016-17. Les sorties de vins SIG (sans IG) sont importantes et progressent plus que celles des IGP mais l'évolution des prix de ces vins est plus modeste que pour les appellations (3 à 5 %), ce qui ne suffit pas à compenser les manques de récolte pour les producteurs.

En Pays de la Loire, la récolte moyenne 2017 est estimée inférieure de 2,8 % à celle de 2016, tous vins confondus, à cause des faibles rendements : 43,5 hl/ha contre 44,6 en 2016. La comparaison au rendement moyen des trois années précédentes (2012 à 2014) qui était de 54 hl/ha, montre l'ampleur des pertes de récoltes sur deux années consécutives. La surface récoltée (31 414 ha) est presque la même en 2017 qu'en 2016, après une perte d'environ 3 000 ha en quatre ans.

Les appellations ont été très différemment impactées par le gel de 2017 comme par celui de 2016. Pour les vins nantais, muscadet surtout, les rendements sont en retrait de 30 % sur ceux de 2013-15 (moyenne des trois années). C'est moins que l'an dernier (-39 % en muscadet) mais c'est quand même beaucoup. En Anjou-Saumur, l'année 2016 n'avait pénalisé lourdement que les coteaux du Layon (-20 %) et les fines bulles d'Anjou et Saumur, (-10 à -15 %). Le gel de 2017 a atteint les rouges et rosés (-15 à -20 %) et les blancs avec un maximum pour le

petit vignoble de Savennières (169 ha) à -62 %, mais il a épargné les coteaux du Layon (pas toutes les appellations de moelleux cependant), et il a été un peu moins sévère qu'en 2016 pour les vignes à fines bulles (-7 % contre -9 %). Hors appellations, le rendement moyen régional 2017 est le même qu'en 2016, juste sous les 50 hl/ha, mais malgré sa progression, celui de Loire-Atlantique reste moindre que celui du Maine-et-Loire en 2017. Les vignobles de Sarthe et de Vendée, très touchés en 2016 (-30 % et plus) sortent presque indemnes de 2017.

Rendements moyens 2016 et 2017 pour quelques grandes appellations en Pays de la Loire

(en référence à une moyenne de rendement 2013-2014-2015)

en hl/ha	Référence	2016	2017
Muscadet	49,0	29,8	34,5
Savennières	29,2	27,1	11,2
Rosé de Loire	53,3	52,4	44,9
Saumur -Champigny	49,2	48,8	41,5
Coteau du Layon	28,6	22,8	27,7
Saumur fines bulles	64,2	57,4	61,6

Source : Interloire-le vigneron du Val de Loire

En conséquence, les sorties de chais sur les neuf premiers mois de la campagne, sont en baisse de 5 à 10 % sur l'ensemble des vins d'appellation de la région vendus en vrac. Elles sont compensées par des hausses de prix significatives (plus de 10 %) pour les vins blancs, un peu moins importantes pour les rouges (8 à 10 %). Les rosés de la région restent à leurs prix de 2016, face à une concurrence qui se renforce avant l'été.

Les ventes en grande distribution à fin mars (sur huit mois) s'affichent également en baisse sur les volumes, mais se maintiennent en valeur. Elles montrent aussi la forte pénétration de vins sans IG importés, d'UE ou d'ailleurs, (+10 à 15 %) qui se placent au prix ou sous le prix des IGP et SIG nationaux. A l'export, les vins effervescents (hors champagne) et bien d'autres AOP sont toujours très demandés, notamment sur pays tiers, mais les taux de change influent aussi sur les niveaux de valorisation.



Avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
«développement agricole et rural»



Contacts Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU	Tél. 02 41 18 60 60	Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr (Angers – La R/Y)
Christine GOSCIANSKI	Tél. 02 41 18 60 57	Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr (Angers)
Gilles LE MAIGNAN	Tél. 02 53 46 61 70	Mail : gilles.lernaignan@pl.chambagri.fr (Nantes)
Eliane MORET	Tél. 02 43 67 37 09	Mail : eliane.moret@pl.chambagri.fr (Laval)
Pascale LABZAE	Tél. 02 43 29 24 28	Mail : pascale.labzae@pl.chambagri.fr (Le Mans)